

Point de vue

Sortir de la crise malgache, par Jean Bothorel

Le Monde du 25/0609

Que se passe-t-il à Madagascar, déstabilisée par les événements des cinq derniers mois ? La question vaut d'être posée, puisque le sort de la **Grande Ile**, qui vit toujours dans l'incertitude, est loin d'être réglé et, apparemment, n'intéresse plus les médias de l'Hexagone. Le **départ** à l'étranger du président **Marc Ravalomanana**, écarté manu militari, puis exilé par **Andry Rajoelina**, avait, comme on sait, provoqué une vague de répression sanglante et décapité l'opposition. Depuis quelques semaines, les tensions dans la rue semblent s'atténuer, mais un retour à la violence est toujours possible.

En effet, le Capsat, ce groupe de militaires impliqué début mars dans la mutinerie d'une partie de l'armée et depuis lors dans toutes sortes d'arrestations arbitraires, a vu son influence renforcée par la nomination de son premier responsable au poste de ministre de la défense de la **Haute Autorité** de la transition (HAT). S'ajoute à cela le risque, à court terme, d'une catastrophe économique et sociale, dont les premiers signes se manifestent déjà, avec l'effondrement de la monnaie locale, la flambée des prix, le délabrement rapide des infrastructures et les atteintes aux libertés d'opinion.

Dans un tel contexte, la position de la France pour aider l'Etat malgache à sortir de l'impasse où il se trouve est loin d'être évidente. En fait, la crise du pouvoir dans l'île illustre, une fois de plus, notre difficulté à établir des relations équilibrées avec nos anciennes colonies, surtout avec les pays de la "Françafrique", néologisme ô combien péjoratif en Afrique. Pour tout dire, Madagascar est plus qu'une illustration, c'est un cas d'école. Au fil des années, nos relations diplomatiques avec Antananarivo ont été de plus en plus ambiguës, et la situation actuelle vient d'en apporter une nouvelle preuve. En effet, **Nicolas Sarkozy** a condamné le renversement de Marc Ravalomanana, affirmant qu'il s'agissait d'un "*coup d'Etat*". Il n'a pas été entendu : beaucoup de Malgaches sont convaincus que les autorités françaises ne sont pas étrangères à ce "coup d'Etat", et il ne sera pas facile de les persuader du contraire.

Or on voit mal le but qu'aurait voulu poursuivre Paris en fomentant cette opération, qui se solde par un véritable gâchis. D'aucuns expliquent que la politique d'émancipation à l'égard de la France qu'a menée, dès 2002, Ravalomanana aurait irrité nos dirigeants et contrarié certains intérêts. C'est probable. Est-ce suffisant pour organiser un coup d'Etat en s'appuyant sur une personnalité aussi fragile, inexpérimentée et manipulable que celle d'Andry Rajoelina ? Il est permis d'en douter, sauf à penser que nos responsables chargés de Madagascar jouent avec l'absurde.

Il convient aussi de rappeler que la politique de Ravalomanana n'était pas dirigée contre la France. Elle procédait, en priorité, d'un choix tactique et, après tout, légitime : en diversifiant ses partenaires économiques, il savait qu'il avait le soutien de ses concitoyens. Si son comportement mégalomane et affairiste au profit de son entreprise Tiko a ensuite entaché son image et contrarié de nombreux intérêts, il n'en est pas moins vrai que sa volonté d'autonomie, d'indépendance, répondait à un désir profond des Malgaches.

RESPECTER CETTE SOUVERAINETÉ

Devant ce constat, si la France veut jouer un rôle dans le processus de sortie de crise, elle se doit à la fois de respecter cette souveraineté et de relever au moins deux défis. Le premier défi est institutionnel. D'une part, Marc Ravalomanana, encore reconnu, est un président en exil et sans pouvoir. D'autre part, Andry Rajoelina est le chef d'une Haute Autorité de la transition qui ne dispose d'aucune confiance et ne maîtrise pas l'administration d'Etat. En clair, ni Ravalomanana et ses fidèles supporteurs ni Rajoelina, isolé, n'ont la capacité d'organiser dans un minimum de sérénité l'élection présidentielle. Ce n'est pas non plus le Groupe international de contact (GIC) récemment créé à l'initiative de l'ONU qui réalisera un quelconque consensus : aucun de ces "sages" n'appartient à la société civile ou à un parti politiquement neutre, et la plupart sont de farouches opposants à Ravalomanana.

Le second défi est ethno-religieux. Depuis l'indépendance, en 1960, l'idée que le chef de l'Etat soit "côtier", catholique et diplômé des universités françaises prévalait. L'élection de Marc Ravalomanana fut une révolution : il est *merina* - habitant des hauts plateaux - protestant, et n'a pas fait d'études supérieures chez nous. Il ne faudrait pas que sa destitution ravive les conflits ethniques et religieux. Or l'attitude de la hiérarchie catholique malgache avant et pendant le coup d'Etat est très équivoque. Pourquoi l'archevêque d'Antananarivo a-t-il oeuvré contre Ravalomanana ? Pourquoi a-t-il gardé un silence piteux, sinon complice, face aux exactions du Capsat ? Quel a été le comportement du nonce apostolique ?

La France pourra-t-elle s'impliquer dans l'élaboration d'un scénario de sortie de crise ? Ce serait l'occasion de renouer avec cette diplomatie oubliée des "*bons offices*", comme on disait jadis, une diplomatie de conciliation, de médiation, soucieuse de la souveraineté des uns et des autres. Une diplomatie aux antipodes du "droit d'ingérence", ce concept flou, dont on ne cesse de mesurer les limites en Afghanistan, par exemple.

Jean Bothorel est journaliste et écrivain.